

Wallonie et Fédération réorganisent leur diplomatie

Le réseau diplomatique francophone est remanié, sans changement de cadre, mais des déplacements de postes et un renforcement en Amérique du Sud.

NATHALIE BAMPS

Des fermetures de délégation ou de bureaux, l'ouverture de nouveaux postes, des économies budgétaires, un reciblage de la diplomatie cadrant avec les ambitions de la Région et la Communauté, et tout cela sans perte de postes diplomatiques. Voilà ce qu'a décidé hier le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, après que le même dossier a été approuvé par le gouvernement wallon la semaine dernière.

Les deux gouvernements, MR-cdH d'un côté, PS-cdH de l'autre, ont unanimement décidé de faire évoluer le réseau diplomatique francophone, en l'optimisant. Pour ce faire, ils ont opté pour la fermeture de certains bureaux (la délégation Wallonie-Bruxelles à Alger, le Bureau Wallonie-Bruxelles à Prague). Le Bureau de Pékin devient poste «multiservice». Tout cela va générer une économie de 291.000 euros en 2018, 471.500 euros en 2019 et 2020.

Pourquoi avoir décidé de fermer Alger et Prague? Il est apparu qu'à Alger, les potentiels de rapprochement en matière d'éducation, d'enseignement supérieur ou de pôles culturels restent faibles, et quasi

inexistants en matière de recherche, de tourisme, ou de coopération. Et le contexte politique et sécuritaire n'a pas non plus joué en faveur d'Alger. On ferme.

Pour le Bureau de Prague, le gouvernement a estimé que le poste était superflu, vu la proximité géographique avec Bucarest (dont le bureau reste ouvert). D'autant que depuis 2012, il n'y avait même plus de chef de poste au Bureau de Prague. On pouvait, manifestement, s'en passer.

Mais les gouvernements parlent aussi de «redéploiement», et donc ouverture de nouveaux postes. Ce sera le cas à Buenos Aires, Bogota et Kigali. Ce qui va réduire sensiblement les économies réalisées en 2019 et 2020, à respectivement 227.500 euros et 93.500 euros.

Potentiel au Rwanda

Les gouvernements soulignent l'importance d'une présence au Rwanda, dont le potentiel de développement en matière d'innovation et de nouvelles technologies est jugé important. Une structure multiservice sera donc ouverte à Kigali, au départ d'un bureau économique et commercial de l'Awex.

À Buenos Aires, le conseiller diplomatique viendra renforcer le bureau économique et commercial qui est déjà en place pour l'Argentine, les autorités considérant que les perspectives sont intéressantes aussi

bien pour le développement des affaires que sur le plan académique. Quant à Bogota, les gouvernements

admettent que des efforts doivent encore être faits en Colombie sur le plan des droits humains, mais ils ont constaté que le budget de l'enseignement y a dépassé celui de la défense et la sécurité. Un signe positif.

À noter, enfin, qu'à la fin juin devrait être inauguré un nouveau bureau de l'Awex à Moscou. Et cela, malgré l'expulsion décidée hier d'un diplomate russe de Belgique? L'Awex attend de voir l'évolution de la situation, notamment sur le plan politique.

Ces changements n'auront pas d'impact sur le nombre de postes du réseau des délégations Wallonie-Bruxelles. En effet, le cadre reste identique: 21 diplomates. Mais au lieu d'avoir 15 délégués, 5 conseillers et un haut représentant, il faudra compter sur 14 délégués et 7 conseillers. Enfin, même si le cadre n'est pas modifié, 7 postes diplomatiques doivent trouver preneurs, certains diplomates étant soit partis à la retraite, soit rentrés en Belgique.

291.000 €

En revoyant la répartition des postes diplomatiques, la Wallonie et la FWB vont économiser 291.000 euros en 2018 et 93.500 en 2020.